



Extrait du L'École Émancipée

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article1346>

Urgence sociale d'un « tous ensemble » !

- La revue - Les archives de la revue - Année 2011-2012 - N°31 septembre-octobre 2011 -

Date de mise en ligne : mardi 27 septembre 2011



L'École Émancipée

La crise financière s'est aggravée cet été, avec des effets sociaux toujours plus dévastateurs pour les peuples et les classes populaires. Pour la première fois, est mise en scène la faillite possible d'États- souverains pour permettre aux banques d'engranger, de nouveau, par des plans de recapitalisation, des centaines de milliards de dollars ou d'euros ! Les gouvernements, soumis aux injonctions des agences de notation, imposent l'austérité budgétaire et l'inégalité fiscale. Alors que la récession se dessine, les entreprises continuent de licencier...

C'est bien cette logique qui est à la racine des explosions sociales et politiques de ces derniers mois. De Madrid à Santiago, d'Athènes jusqu'à Tel-Aviv, les Indignés de tous les pays dressés sur les places de leurs villes, refusent de payer une crise dont ils ne sont pas responsables.

En Tunisie, en Egypte, en Libye et maintenant en Syrie, les classes sociales les plus opprimées et fragilisées (comme en témoigne le rôle actif des femmes) se révoltent et changent la donne. Comment comprendre les soulèvements héroïques des « printemps arabes » sans y voir le double refus des dictatures et des diktats économiques et sociaux du FMI ?

Malgré « l'aide discrète » au renversement de Khadafi, comment oublier les poignées de main « juteuses » et complices de Sarkozy&Co quand le dictateur était « fréquentable » ? Comment ne pas voir que l'intérêt des gouvernants pour les soulèvements au Moyen-Orient est proportionnel aux profits qu'ils escomptent et au maintien de la stabilité géopolitique ?

Coup de tonnerre au coeur de l'été, les émeutes en Grande-Bretagne révèlent aussi la faillite du système. L'union sacrée des sociaux-démocrates aux conservateurs, étalée dans la presse, a stigmatisé des émeutes « raciales », une « violence gratuite », et l'effondrement moral de la jeunesse. La répression atteste de la peur de la classe dominante : 16 000 policiers déployés, plus de 3 000 arrestations et comparutions devant des tribunaux prononçant, jour et nuit, peines de prison, suppression des allocations ou des logements pour les familles des émeutiers... Air connu dans la France de 2005 qui déniait la moindre dimension sociale et politique aux émeutes quand le chômage de masse, la suppression des aides sociales et les contrôles policiers sont le lot quotidien de centaines de milliers de jeunes.

Au Chili, une génération se lève pour exiger le financement d'une école publique de qualité accessible à tous ! Elle a su se lier avec le mouvement syndical et poser par la grève générale la question de la répartition des richesses.

En Israël, ce sont les mêmes causes, aggravées par les formidables dépenses militaires, qui dressent des centaines de milliers de manifestants contre la politique d'austérité de Nétanyahou et révèlent aux indignés israéliens la contradiction entre la poursuite d'une politique coloniale et la satisfaction des revendications sociales.

Ici aussi, pour justifier l'austérité, la dette est présentée comme le résultat des dépenses sociales inconsidérées de chacun d'entre nous. Mais les salariés, les jeunes et les chômeurs n'ont que faire d'une règle d'or ou du énième sauvetage des banques. Alors que le chômage repart à la hausse, que les budgets sociaux sont étranglés, que les mesures destructrices dans l'éducation se cumulent et que le plan Fillon aligne les mesures antisociales, c'est bien l'illégitimité de cette dette qui se pose, comme celle d'un système qui la génère.

Urgence sociale d'un « tous ensemble » !

La rentrée sociale qui se profile nous donne-t-elle des perspectives et des outils pour construire les mobilisations pour gagner ? Les divisions syndicales issues de l'échec du mouvement sur les retraites, les élections professionnelles et politiques de l'année ne doivent pas servir de prétexte pour rester l'arme au pied. La grève dans l'éducation du 27 septembre doit être massive et avec des suites crédibles. A ce jour, la journée d'action interprofessionnelle du 11 octobre n'en est pas une ! Il reste à construire un vrai mouvement d'ensemble pour contrer la politique d'austérité, refuser de payer leur crise. Et donner à notre combat sa dimension internationale avec la « journée des indignés de tous les pays » le 15 octobre et le contre sommet du G 20 à Nice début novembre !

C'est le sens que nous voulons donner, en cette rentrée, à cette année : plutôt socialement et politiquement active et victorieuse qu'électoralement et médiatiquement illusionnée !

Bruno Dufour, le 17 septembre 2011.